



HAL
open science

L'enquête auprès des Gilets jaunes et la recherche citoyenne sur les Cahiers de doléances

Magali Della Sudda, Nicolas Patin

► **To cite this version:**

Magali Della Sudda, Nicolas Patin. L'enquête auprès des Gilets jaunes et la recherche citoyenne sur les Cahiers de doléances. ANR GILETSJAUNES; CESER Nouvelle-Aquitaine. 2024, 26 p. hal-04696724

HAL Id: hal-04696724

<https://hal.science/hal-04696724v1>

Submitted on 13 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Audition de cadrage au Conseil économique et social régional

L'enquête auprès des Gilets jaunes et la recherche citoyenne sur les Cahiers de doléances

Jeudi 21 juin 13h30-15h00 Conseil économique et social régional de Nouvelle-Aquitaine

Présentation et rédaction :

Magali Della Sudda

Directrice de recherche en Science politique au CNRS « Centre Emile Durkheim » UMR5116, Sciences Po
Bordeaux

m.dellasudda@sciencespobordeaux.fr

Présentation et relecture :

Nicolas Patin

Maître de conférence en histoire contemporaine, Université de Bordeaux-Montaigne, rattaché au CEMMC -
Centre d'Etudes des Mondes Moderne et Contemporain - UR 2958

nicolas.patin@u-bordeaux-montaigne.fr

Consultation ultérieure envisagée :

Samuel Noguera, doctorant en CIFRE en science politique au « Centre Emile Durkheim » et aux Archives
départementales de Gironde sous la direction de M. Della Sudda et N. Patin et la supervision d'Agnès
Vatican, Directrice des Archives départementales de Gironde, n'était pas présent : les résultats de son travail
en cours sur les Cahiers de doléances et l'action publique locale seront présentés ultérieurement.

Sommaire

Sommaire	2
Présentation.....	3
Le mouvement social des Gilets jaunes, d'un cycle de contestation des politiques d'austérité à celui des politiques néo-libérales en temps de crise écologique.....	3
Les Cahiers de doléance : répondre à la contestation sociale par un dispositif participatif sous le contrôle des Préfectures	5
La réponse ambivalente des autorités politiques à la contestation des Gilets jaunes	5
Le contournement de la Commission nationale du débat public et de la recherche publique	6
Un choix préjudiciable à la recherche.....	7
Synthèse des travaux sur les Cahiers de doléances.....	8
Les études des cabinets privés sur les fichiers numérisés et contributions en ligne	8
Les cahiers à distance, leur interprétation et les premières analyses de corpus numérisés.....	10
Au plus près des sources : les études des Cahiers de doléances in situ aux Archives départementales.....	11
Les Cahiers de doléances : un révélateur de la participation citoyenne en dehors des urnes	11
Une participation aux Cahiers de doléances corrélée à la présence d'actions des Gilets jaunes sur le territoire (La Somme).....	12
Un usage démocratique des Cahiers de doléances : la recherche participative et citoyenne en Gironde (2020-2022).....	13
Les premiers résultats des analyses de contenus.....	13
Conclusion	18
Bibliographie.....	19
Annexes.....	22
Questionnaire passé sur les lieux d'action des Gilets jaunes (24/11/2018-23/03/2019).....	22
Questionnaire passé par le groupe de géographes et sociologues de Caen (Novembre-Décembre 2018) (n=192)	24
Les doléances du rond-point de Sainte Eulalie (Novembre 2018).....	25
Les doléances des Gilets jaunes de Sauveterre de Guyenne.....	26

Présentation

Le mouvement social des Gilets jaunes, d'un cycle de contestation des politiques d'austérité à celui des politiques néo-libérales en temps de crise écologique

Samedi 17 novembre 2018, plusieurs centaines de milliers de personnes vêtues d'un gilet jaune bloquent les routes du territoire français, au niveau des ronds-points et péages. Des manifestations ont lieu dans de nombreuses villes, et pas uniquement à Paris sur les Champs-Élysées. Le soir même, le ministère de l'Intérieur dénombre plus de 2 000 points de blocage et 287 710 participant.e.s. Cette mobilisation fait notamment suite à la pétition en ligne « Pour une baisse des prix du carburant à la pompe ! » lancée fin mai 2018 par Priscillia Ludosky, auto-entrepreneuse de 32 ans spécialisée dans la vente de cosmétiques biologiques, résidente de Seine-et-Marne. La pétition, ensuite largement relayée sur les réseaux sociaux, atteint 200 000 signataires en quelques jours, et plus d'un million aujourd'hui. En outre, un « coup de gueule » d'une agent de sécurité, Jacline Mouraud, devient rapidement « viral » sur les réseaux sociaux¹. Les chaînes d'information en continu relaient amplement le mécontentement et confèrent un statut d'événement à ces protestations, faisant du 17 novembre un moment attendu en métropole, tandis que l'île de la Réunion est bloquée par des personnes arborant un gilet jaune depuis le début du mois.

Les interprétations de la contestation ont été multiples et elles sont encore l'objet de débats scientifiques (Jeanpierre 2019; Bendali et al. 2019; Bendali et Rubert 2020). Cette contestation naît de la réaction à l'annonce d'une taxe sur les carburants, pour autant, il s'agit moins d'un anti-écologisme que, à mesure que le mouvement entre dans la durée, d'une demande de mesures écologiques justes et efficaces (Fondation de l'écologie politique et al. 2023b). Il cristallise rapidement sa colère sur la figure du Président de la République, Emmanuel Macron, qui a choisi de personnaliser son exercice de la fonction présidentielle (Le Bart 2020), de marginaliser les corps intermédiaires – dont les partenaires sociaux, indispensables à la citoyenneté sociale – et le Parlement, indispensable à la citoyenneté politique. La demande de référendum d'initiative citoyenne émerge ainsi chez les Gilets jaunes comme une réponse à la crise et comme un moyen pour faire tenir le mouvement, confiant au référendum le soin de trancher les débats qui divisent. Les Gilets jaunes sont aussi un conflit social « désintermédié » (Lefebvre 2019) La contestation naît en dehors des organisations syndicales ou partisans. Le rejet des partis est fort : trois quarts des réponses à l'enquête par questionnaire que nous avons menée sur les lieux d'action de novembre 2018 à mars 2019 (n=1477) font état du refus de la présence des partis dans le mouvement, deux tiers expriment un refus sur les syndicats. Pour autant, l'expérience syndicale n'est pas inconnue. Une proportion importante (36%) de Gilets jaunes répondant à notre enquête déclarait avoir déjà été membre d'une organisation syndicale (Collectif d'enquête Jaune Vif et al. 2019).

À rebours de l'idée d'une révolte « inclassable » (Ravelli et al. 2024), il nous semble nécessaire de réinscrire ces protestations dans un contexte temporel et spatial à la fois plus large et plus spécifique. Ainsi, si on se réfère aux revendications qui ont caractérisé la phase d'émergence du mouvement social, la coexistence des demandes relatives aux conditions de vie et à la démocratie, situent les Gilets jaunes dans le sillage des mouvements anti-austérités nés en résistances aux politiques

¹<https://www.youtube.com/watch?v=OEvxV-VQC04>

publiques qui ont suivi la crise économique de 2008. Les actions déployées par les Gilets jaunes, qu'il s'agisse de la mobilisation de clavier, des manifestations régulières et de l'occupation de l'espace rappellent aussi le répertoire d'action des mouvements des « places ». Enfin, du point de vue de la réponse des autorités, on a observé un durcissement de la réponse policière et judiciaire à la contestation sociale, souligné par les scientifiques (Fillieule et Jobard 2020 ; Codaccioni 2024 ; Johsua 2024) comme par les associations (Amnesty Internationale 2018; Victor 2022) et observateurs institutionnels (Mission permanente de la France et al. 2019).

Notre interprétation se fonde sur une enquête collective menée dans le cadre du projet « ANR GILETSJAUNES » (2020-2025) financée par l'agence nationale de la recherche à hauteur 649 149,55 € de sur les 762 151,46 € initialement demandés. Ce projet rassemble 52 scientifiques, dont un contrat doctoral, trois contrats d'ingénieurs d'études, deux post-doctorats dédiés sur des durées variables. Il s'est déployé sur différents sites du territoire pour collecter et analyser des corpus de données avec différentes méthodes. Parmi elles, l'enquête par questionnaire *in situ* sur les lieux d'action constitue un point fort et un corpus unique, réunissant les enquêtes menées par trois groupes de recherche. En dépit des écueils inhérents à ce type de collecte, les 1477 questionnaires passés entre novembre 2018 et mars 2019 ont permis de dégager des caractéristiques socio-démographiques et territoriales (Collectif d'enquête Jaune Vif et al. 2019), que les enquêtes ethnographiques et en ligne sont venues compléter (Della Sudda et Reungoat 2022).

- Socio-démographiquement, c'est un mouvement mixte, avec une représentation des femmes tendant vers la parité en manifestation et moindre sur les ronds-points. Tous les âges sont représentés – la concomitance avec la réforme du lycée et Parcoursup peut expliquer la présence de jeunes en décembre 2019. On note une forte participation des retraité.e.s, et une présence des personnes en situation de handicap à la mesure de leur part dans la population générale (8 % de réponses au questionnaire). Cette présence est suffisamment rare pour être soulignée.
- La sociologie est ancrée dans les classes populaires avec une proportion d'ouvriers et ouvrières égale à leur poids dans la population. On note une moindre représentation des cadres, à l'exception des professeurs des premiers et second degré. On relève une surreprésentation des mondes de la route. Chez les hommes, ce sont les salariés de la logistique et des transports, tandis que chez les femmes c'est le secteur du soin à la personne (aides à domicile, infirmières ou aides-soignantes). On note aussi en Gironde, la présence de fonctionnaires territoriaux de catégorie C. Cela nous conduit à formuler l'hypothèse d'un conflit du travail hors des espaces de travail et à la manière dont les négociations collectives sont contournées, car elles ne permettent plus d'aboutir à un compromis salarial satisfaisant (Giraud et al. 2023).
- On observe un dimorphisme de la participation aux occupations de rond-point (plus à droite et moins de participation politique, plus de petits artisans, moins de femmes) ou manifestation qui évolue au fil du temps, avec une politisation « du proche », qui se déplace vers les métropoles et centres urbains à partir de l'évacuation des ronds-points en janvier 2019.
- Les rapports au politique sont hétérogènes et évoluant au fil de la contestation, avec une inflexion à gauche plus marquée à partir de décembre 2018 et jusqu'en avril. Cela peut s'expliquer par la venue de militant.e.s ou d'individus plus expérimentés, se situant très à gauche sur l'échelle gauche/droite. Mais cela peut aussi être le résultat d'une politisation par le mouvement, du fait des relations nouées entre individus aux trajectoires variées, ou encore par la confrontation commune à la violence policière.

L'un des apports des recherches empiriques, fondées sur la collecte de données pendant les actions ou en ligne, est la mise en évidence d'une préoccupation environnementale précoce. La contestation initiale métropolitaine et réunionnaise porte sur un projet de taxe des carburants. Ce premier motif a nourri une sympathie envers les Gilets jaunes chez les tenants d'un *status quo* en matière écologique et une lecture en termes d'opposition entre « fin du monde » et « fin du mois ». Ces interprétations se sont avérées rapidement erronées comme l'ont montré différents travaux. Plus précisément, nous avons mis en évidence une *praxis écologique ordinaire* chez des participantes et participants issus des classes populaires qui ont des comportements sobres – choisis ou subis. Le suivi du mouvement social dans des contextes différents a permis de voir comment des coalitions ont pu naître autour de projets agricoles solidaires et respectueux de l'environnement (Dondeyne et Levain 2021 ; Chiron 2021), sur la remise en cause de projets d'aménagements du territoire (Gautier 2023). L'« espace vécu » est au cœur du mouvement social (Fondation de l'écologie politique et al. 2023a ; Tabau et Morel 2018; Fortun et al. 2022), dans un contexte où les effets des changements écologiques se font plus pesants.

Les Cahiers de doléance : répondre à la contestation sociale par un dispositif participatif sous le contrôle des Préfectures

La réponse ambivalente des autorités politiques à la contestation des Gilets jaunes

Les autorités politiques, en premier lieu le Chef de l'État et son exécutif, ont répondu de manière ambivalente au mouvement social.

Du point de vue des collectivités locales, on relève une implication précoce des maires et de leurs associations dans la résolution de la « crise ». Premier maillon de la chaîne qui relie les citoyennes et citoyens aux institutions démocratiques locale, les maires d'Île-de-France et les Maires ruraux de France ouvrent des cahiers dans les « Maison commune », autrement dit, les mairies. Ces cahiers ont suscité une participation inégale selon les territoires mais offrent un aperçu des attentes (cf. infra).

Encadré : Chronologie des initiatives institutionnelles sur les Cahiers de doléances

- ▶ 17 novembre 2018 Acte I du mouvement des Gilets jaunes : des cahiers nés dans le mouvement social
- ▶ **L'« Opération Mairie ouverte » : les initiatives des Maires ruraux de France et de l'Association des Maires d'Île de France**
 - ▶ 3 décembre - 18 janvier 2019 Association des Maires d'Île de France
 - ▶ 8 décembre - 11 janvier 2019 Maires ruraux de France « Mairie ouverte » pour recueillir doléances et propositions. Synthèse le 14 janvier 2019.
- ▶ 1^{er} janvier 2019 CGT ouvre des « Cahiers d'expression populaires » et des Cahiers de revendications dans les Bourses du travail (8 décembre 2018-fin janvier 2019)
- ▶ 15 janvier - 15 mars 2019 **Les Cahiers de doléances et d'expression libre, la centralisation du dispositif participatif**
Le Chef de l'Etat propose des « Cahiers d'expression libre » en Mairie ou à la Permanence des Parlementaires de la République en Marche.

Du point de vue de l'État, le 27 novembre, la taxe sur les carburants est abandonnée. Le 10 décembre 2018, Emmanuel Macron fait une allocution où il annonce l'annulation de la hausse de la CSG pour

les pensions inférieures à 2 000 €, la hausse du SMIC de 100 €, l'octroi éventuel d'une prime défiscalisée aux salariés – à l'exclusion des fonctionnaires - percevant jusqu'à 3 600 € net et la défiscalisation des heures supplémentaires à partir du mois de janvier suivant. Pour autant, la question de la baisse du pouvoir d'achat n'est pas résolue, le Chef de l'État refuse de revenir sur la suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF) et les demandes démocratiques ne sont pas prises en compte. La contestation se poursuit et la réponse des autorités se durcit : la doctrine du maintien de l'ordre et l'armement occasionnent des blessures et plusieurs décès. Les lycéens qui contestent les réformes du lycée et de Parcoursup font également l'objet d'arrestation et de brutalités policières. Au mois de janvier 2019, alors que les cabanes de rond-point sont détruites par les forces de l'ordre et que le Premier ministre, Édouard Philippe appelle à voter une loi anti-casseurs, le Président lance le « Grand débat national » à Grand-Bourgtheroulde (dans l'Eure). Le 13 janvier 2019, dans une « Lettre aux Français », il avait exposé les motifs de cette consultation : « Depuis quelques semaines, des maires ont ouvert leurs mairies pour que vous puissiez y exprimer vos attentes. J'ai eu de premiers retours que j'ai pu prendre en compte. Nous allons désormais entrer dans une phase plus ample et vous pourrez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées. Dans l'Hexagone, outre-mer et auprès des Français résidant à l'étranger. Dans les villages, les bourgs, les quartiers, à l'initiative des maires, des élus, des responsables associatifs, ou de simples citoyens... Dans les assemblées parlementaires comme régionales ou départementales »² (Macron 2019). Cette lettre restreint cependant l'expression à quatre thèmes dont l'orientation du traitement est précisée : « la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté ». C'est ainsi que les Cahiers de doléances, nés sur les ronds-points, se trouvent intégrés dans le Grand débat national.

Le contournement de la Commission nationale du débat public et de la recherche publique

Pour traiter les données de cette consultation – cahiers ouverts en Mairie ou dans les permanences de parlementaires, données numériques de la plateforme du Grand débat national – plusieurs pistes ont été envisagées.

La Commission nationale du débat public (CNDP) avait recommandé un traitement par des équipes de recherche scientifiques. Le choix présidentiel s'est pourtant porté sur ce consortium privé confortant une tendance à externaliser l'analyse aux cabinets de conseil (Aron et Michel-Aguirre 2023), dépossédant ainsi les agents de l'État central, les universités ou les organismes de recherche de leurs attributions et se privant de leurs compétences. L'appel à « manifestation d'intérêt » lancé le 21 février 2019 à destination des scientifiques par l'Agence nationale de la recherche (ANR) a laissé deux semaines aux équipes pour renvoyer leur candidature en vue d'une journée d'études le 28 mars 2019³. Une quarantaine de scientifiques sont venus présenter leur contribution résumée sur deux diapositives en quelques minutes. À l'issue de cette journée, aucun appel à projet n'a été financé.

Alors que le gouvernement trouvait 12 millions d'euros pour financer les opérations du Grand débat, pas un centime ne fut accordé à la recherche publique pour traiter les données, contrairement aux préconisations de la CNDP. M^{me} Chantal Jouanno, présidente de la CNDP avait explicité dès le mois de janvier l'appui des laboratoires, donnant les indications précises sur unités mixtes de recherche à

²<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/01/13/lettre-aux-francais>

³ <https://anr.fr/en/call-for-proposals-details/call/appel-a-manifestation-dinteret-ami-corpus-de-recherche-grand-debat-national/>

solliciter (Commission nationale du débat public et Jouanno 2019, 27). Sa démission, motivée par une polémique sur ses émoluments et par l'absence de garantie sur le respect des recommandations, permet de confier la gestion du Grand débat à un comité de « garants » qui confirma pleinement le choix d'externaliser le traitement des données à des prestataires privés et de privilégier une méthodologie fondée sur l'intelligence artificielle, surplombant le corpus sans le contextualiser.

Un choix préjudiciable à la recherche

Le dispositif du Grand débat, nous l'avons vu, a été confié à des prestataires privés sous l'égide d'un cabinet de conseil. Ce choix s'est fait au détriment de la recherche publique. Il s'est aussi fait en l'absence d'un acteur majeur du traitement et de la conservation des données : les archivistes. En effet, l'annonce de l'organisation du Grand débat national et de l'ouverture de « Cahiers citoyens et d'expression libre » dans le cadre de cette consultation, fut suivie d'une série d'errements quant à la destination de ces documents une fois la consultation close. D'un point de vue diplomatique l'ensemble des corpus de cahiers ont un statut d'archive (Chabin et Vasseur 2021).

Le traitement et la publicité de ces archives sont devenus un « problème public » du fait de l'incapacité de l'État à tenir les engagements du Président de la République et de la médiatisation de cette rupture de contrat moral. Tout d'abord, il y a la promesse du Président de la République, M. Emmanuel Macron, qui s'était engagé le 13 janvier 2019 dans une « Lettre aux Français » à rendre compte de cette consultation directement dans le mois qui suivra la fin du Grand débat national et à l'organiser de manière transparente.

Dans les faits, le processus de collecte et de centralisation par les Préfectures des Cahiers de doléances, des Cahiers de doléances des Mairies ouvertes et des Cahiers citoyens et d'expression libre du Grand débat a été rapide. Ces cahiers ont été numérisés par les services des Préfectures dans des délais très brefs avant d'être retournés aux Archives départementales. Cette opération n'a pas tenu compte des différents corpus et des différents régimes de recueil du consentement au traitement des données. Ce faisant, la numérisation indifférenciée de documents relevant de Cahiers de doléances des ronds-points, pour lesquels aucun formulaire de consentement n'existe, et de documents du Grand débat dans lequel le consentement était requis et explicite, rend incommunicable au grand public l'ensemble des fichiers de la commune concernée pour une durée de 50 ans.

C'est d'ailleurs devant le projet de centralisation mal conçu et irréaliste, les archivistes s'expriment dès le mois de février 2019 pour faire part de leur inquiétude devant les annonces erratiques sur la conservation des cahiers : le dépôt devrait se faire dans les centres d'archives adaptés et conservé par les personnels idoines que sont les archivistes territoriales et territoriaux. La circulaire du 20 mars 2019 tient compte de leur avis et définit les modalités de consultation. Pour autant, le flou demeure et le 18 avril 2019 la Commission d'accès aux actes administratifs « *confirme ainsi l'ouverture de l'accès aux cahiers du grand débat mais en limite la possibilité par dérogation pour les courriers* ». Dans les faits, l'accès dans les dépôts d'archives n'est pas uniforme. Certains s'empressent d'inventorier, classer et mettre à disposition les fonds, comme le rappelle Agnès Vatican, Directrice des archives de la Gironde. L'accueil du public dans les dépôts de Gironde ou de la Somme, contraste avec d'autres expériences. À une extrémité de l'Hexagone, on relève un cas de centre d'archives où les cahiers n'avaient pas encore été classés en mars 2024, tandis qu'à l'autre bout de l'Hexagone, l'ensemble des 107 articles est soumis à dérogation en raison de l'application de l'article L213-2 du Code du patrimoine qui protège la vie privée. Ces variations peuvent être imputables à différents facteurs : l'anticipation de la fréquentation du public ou l'absence de demande de consultation, les

personnels en nombre suffisant ou au contraire le manque de moyens, un portage politique de la part du Conseil départemental, un frein de la part de l'autorité préfectoral, etc. C'est la raison pour laquelle une résolution de la Députée de la Drôme, Marie Pochon (Europe écologie les Verts), devait être proposée à l'Assemblée nationale au mois de juin 2024 afin d'harmoniser les pratiques et de restituer des moyens de rendre les doléances communicables uniformément accessibles⁴.

Synthèse des travaux sur les Cahiers de doléances

Nous nous consacrerons aux articles dédiés aux « Cahiers de doléances » et « Cahiers citoyens et d'expression libre », nés dans la contestation des Gilets jaunes et canalisés ensuite dans différents dispositifs institutionnels. Si beaucoup a été écrit, peu de travaux scientifiques ont abordé de manière empirique ces cahiers de doléances et cahiers citoyens. On doit distinguer les analyses fondées sur les fichiers numérisés par les préfetures des études sur les cahiers de doléances originaux : les deux corpus ne sont pas identiques en raison de leur origine différente et des opérations réalisées sur les cahiers citoyens intégrés au grand débat qui ont consisté, pour certains, à les défaire la reliure en vue de la numérisation⁵.

Les études des cabinets privés sur les fichiers numérisés et contributions en ligne

L'association des Maires d'Île-de-France propose des opérations de collecte en ligne et en mairie du 3 décembre au 18 janvier 2019, dont elle confie l'analyse des 2865 contributions à l'agence de concertation Palabreo (Association des maires d'Île-de-France et Palabreo 2019). La synthèse expose avec clarté les limites de l'échantillon et établit un classement thématique qui fait ressortir l'importance du pouvoir d'achat et des salaires, les demandes démocratiques, de service public et de transition écologique (Association des maires d'Île de France et Palabreo 2019). Puis, les associations de maires ont proposé une issue à la contestation par « l'Opération mairie ouverte », lancée conjointement le 5 décembre 2018 par l'Association des Petites villes de France (APPV) et l'Association des Maires ruraux de France (AMRF). Cette dernière généralise et transforme la consultation en mettant à disposition pour une semaine des cahiers en mairie et une plateforme en ligne⁶ pour selon les termes de son Président Cédric Szabo, « *Ouvrir, librement, un cahier de doléances et de proposition entre le samedi 8 et le samedi 15 décembre inclus pour recueillir les 'doléances et les propositions' des citoyens ruraux* » (Association des maires ruraux de France et Szabo 2018). La synthèse fut réalisée de manière rapide à partir de « dizaines de milliers de contributions » recueillies dans 5000 communes. Elle a confié à la société Cognito l'analyse de 3 300 contributions en ligne et à la plateforme Plateforme (civitech) Flui.city (ouverte nationalement) donnent des résultats assez proches, avec des méthodes de visualisation légèrement différentes. Dans la synthèse de 2019, il est annoncé qu'un « traitement scientifique démarrera au terme de la présente phase avec un collectif de chercheurs de disciplines différentes » (AMRF et Association des maires ruraux de France 2019, 3).

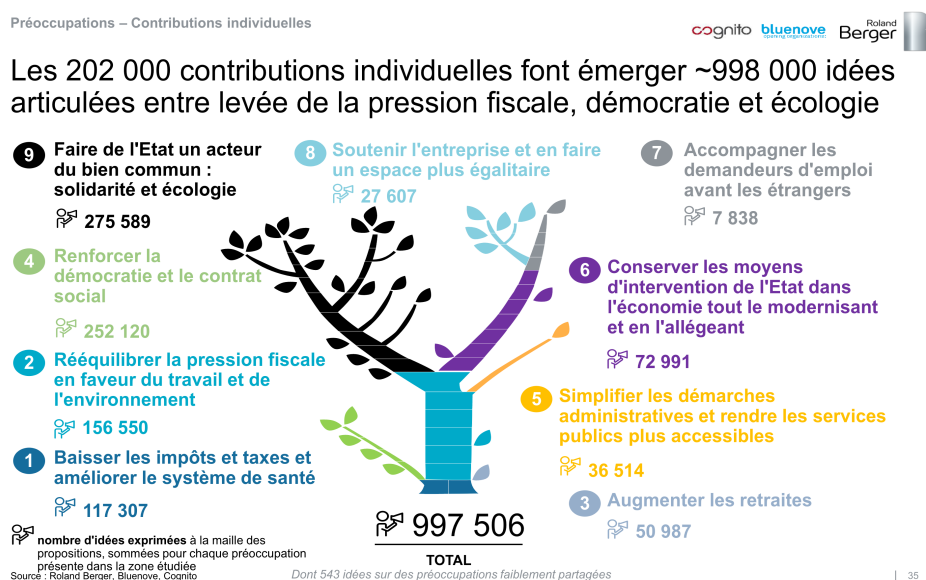
⁴ https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/116b2053_proposition-resolution#

⁵(Chabin 2024): « *Pour l'exploitation plus massive, on peut s'adresser et passer des conventions avec les laboratoires qui pratiquent de la lexicométrie (Toulouse, Paris), qui ont déjà travaillé sur des corpus très importants et qualitatifs. Ils utilisent de la statistique informatique puissante et efficace. Il s'agit d'une approche quantitative exhaustive et synthétique. Contact : Laboratoire d'Études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS) de Toulouse* ». Elle évoque également la recherche argumentative et suggère de prendre appui sur le travail de Marianne Doury dont une analyse des courriers de Gilets jaunes adressé au Secrétaire de l'Élysée est mise en annexe de son rapport (Doury 2019).

⁶<https://www.flui.city/amrf/go>

Pour résumer, deux grands axes transversaux se dégageraient de l'analyse de l'ensemble des doléances récoltées entre le 8 décembre et le 11 janvier 2019 : **la ruralité et la commune**, révélatrice selon l'AMRF des « **fractures territoriales** » (AMRF et Association des maires ruraux de France 2019, 4). Les principaux thèmes évoqués sont la justice sociale (17,2 % du corpus), la justice fiscale (14,3 %), l'organisation politique et territoriale (14%), l'aménagement, transports et mobilités (9,4 %), la vie démocratique (8,7 %) et les thématiques sécuritaires et identitaires (religion, immigration), la transition écologique et énergétique (8,4 %), l'emploi et économie (8,3 %). Confirmant la faible importance des sujets internationaux (5,4 %) et, à rebours des hypothèses, une considération moindre pour les services de proximité (5,1 %) ou le rôle de l'État dans les territoires (5,1 %). Sans autre précision sur le contenu, il est délicat d'opérer une extrapolation et une comparaison : on ne peut déterminer si les différences sont liées aux doléances ou aux catégories proposées par les cabinets. Le rapport est davantage conçu comme le support d'une plateforme de revendications, « l'Appel des maires ruraux »⁷ formulée autour de l'écoute de la ruralité et de la rénovation démocratique valorisant l'échelon communal, que comme un outil d'analyse. Celle-ci est renvoyée à une période ultérieure et serait confiée à des scientifiques : l'AMRF a transmis les numérisations de 2 500 cahiers à l'équipe de recherche du laboratoire de sciences sociales Triangle (Lyon).

Figure 1 : Synthèse de l'arborescence (cabinet Cognito)



Enfin, dans le cadre du Grand débat, le Président de République, Emmanuel Macron, fait passer les cahiers de doléances communaux dans le giron de la consultation. Le Ministère de l'intérieur, prend en charge l'organisation des réunions et la collecte des cahiers. Signant un changement de nature du dispositif, les cahiers de doléances sont débaptisés et seront désormais les Cahiers citoyens et d'expression libre du Grand débat, par distinction des thèmes et formulaires imposés de la plateforme du Grand débat. Les sociétés Bluenove et Cognito ont travaillé sous la direction du cabinet de conseil Roland Berger. La synthèse finale de Cognito présente la méthodologie et les principaux résultats par thème avec une représentation graphique par arbre : « Démocratie et citoyenneté », « Fiscalité et dépenses publiques », « Organisation de l'État et des services publics », « Transition écologique », « Economie et emploi », « Pouvoir d'achat », « santé, solidarité et intégration » (Cognito, Bluenove, et Berger 2019).

⁷Le domaine www.appeldesmairesruraux.fr a été revendu le site est accessible ici : <https://web.archive.org/web/20200929142820/http://www.appeldesmairesruraux.fr/>

Toutefois, de nombreux écueils sont à souligner : outre la mauvaise qualité des numérisations, certaines extrapolations sont problématiques et il demeure délicat d'interpréter ces données sans les contextualiser. Comme l'explique la sémiologue M. Bendinelli, « *les contributions citoyennes sont en effet, comme nous allons le voir, extrêmement hétérogènes dans leur forme – écrits manuels et imprimés ; feuillets volants et encollés ; grande variation (ortho) graphique ; écriture non strictement linéaire, alphanumérique et symbolique (flèches, points, surlignage, soulignement...)* –, ce qui rend impossible un traitement pleinement automatisé » (Bendinelli 2023, 147).

Les cahiers à distance, leur interprétation et les premières analyses de corpus numérisés

Les études menées sur les Cahiers de doléances ou Cahiers citoyens et d'expression libre portent exclusivement sur les contributions et non sur le dispositif. À ce jour, seule la thèse de Samuel Noguera sur les Cahiers de doléances et Cahiers citoyens de la Gironde, financée par le Conseil départemental de la Gironde, explore également les relations entre les maires – et les agents – qui ont mis en œuvre le dispositif et les personnes qui y ont écrit (Noguera 2022). Nous n'examinerons pas ici les publications traitant des questionnaires thématiques du Grand débat car leur format comme l'imposition des thèmes encadrent l'expression d'une manière telle qu'il est délicat d'en déduire des éléments sur les préoccupations premières des personnes. On relèvera seulement que la plateforme du Grand débat national a conforté les biais de participation, favorisant les personnes diplômées, de départements riches (Bennani, Gandré, et Monnery 2020).

Pour le sociologue Bruno Latour, les cahiers de doléances de 2019 se distinguent de ceux de 1789 par leur contexte « d'extrême dépolitisation » : les doléances relèveraient d'un mécanisme circulaire où l'individu qui s'exprime, n'est pas écouté, et ne peut écouter les autres, du fait de l'atomisation des sociétés néo-libérales et de l'absence de considération de la part des gouvernants : « *Des muets tentent de s'adresser à des sourds.* » (Latour 2019, 105). À ses yeux, ces cahiers demeurent au stade d'énoncés politiques particuliers et incommensurables, incapables de produire un mouvement politique car il ne sont pas le fruit de délibération collective et ils escamotent la question préalable de la réflexion sur la crise écologique que l'auteur a déployé dans son ouvrage *Où atterrir ?*. Cependant, à notre connaissance, ce point de vue ne repose pas sur l'étude du corpus.

En revanche, disposant de manière précoce des données numérisées du Grand débat national, dont les Cahiers citoyens, Sabine Ploux, chercheuse en linguistique computationnelle au Centre d'analyse et de mathématique sociales de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et son équipe « Geo-Sem » ont travaillé sur les mots des corpus et sur leur contexte lexical. Une première étude sur le corpus des plateformes en ligne du Grand débat, du Vrai débat⁸ et d'Entendre la France⁹, montre une plus grande présence de termes relatifs à l'écologie et à la fiscalité dans la première plateforme (Ploux, Genay, et Ploux-Chillès 2021). Elles étudient actuellement les contributions numérisées des Cahiers citoyens avec la géomaticienne Catherine Dominguès et Carmen Brando du point de vue de la géomatique. Plus spécifiquement, Marjolaine Ray (Univ. Paris-Cité) fait une analyse sémantique et spatialisée des sentiments exprimés dans les Cahiers citoyens (Ploux et al. 2023). Si elle permet de pouvoir localiser les thèmes, l'approche par les corpus numérisés ne peut cependant répondre à la

⁸ Le Vrai Débat est une plateforme alternative qui fut initiée par des Gilets jaunes avec l'appui de scientifiques pour collecter les demandes citoyennes. Les contributions sur la plateforme étaient complétées par des réunions où le public était invité à débattre. <https://levraidebat.org/>

⁹ Entendre la France est une autre plateforme alternative de collecte de contributions via les réseaux sociaux : <https://www.entendrelafrance.fr/restitution/>

question du sens que les personnes confèrent à leur participation et à celle des effets de la configuration sur la participation.

Au plus près des sources : les études des Cahiers de doléances in situ aux Archives départementales

Pour des raisons épistémologiques et de difficultés d'accès aux fichiers numérisés, une approche au plus près des sources a été privilégiée par des sémiologues, archivistes et des chercheuses et chercheurs en sciences sociales dont nous faisons partie.

Les Cahiers de doléances : un révélateur de la participation citoyenne en dehors des urnes

Nuançant la thèse de la dépolitisation, différentes enquêtes empiriques soulignent, au contraire, la capacité des personnes qui écrivent à investir les cahiers comme une forme de montée en compétence et en capacité pour énoncer une demande, autrement dit, une politisation. Ce terme peut être entendu comme l'expression de conflit autour d'un sujet avec la formulation d'une adresse à l'autorité politique. Il peut aussi renvoyer à la subjectivation individuelle ou collective : par l'écriture se révèle un sentiment d'habilitation à intervenir dans le débat public et à agir avec le sentiment d'écrire l'histoire. C'est ce que recouvre ainsi la notion de protagonisme, proposée par l'historien H. Burstin (Burstin 2010) pour la Révolution française et que les politistes François Buton, Emmanuelle Reungoat et Cécile Jouhanneau appliquent aux Gilets jaunes qui s'engagent pour la première fois (Buton, Reungoat, et Jouhanneau 2021).

La sémiologue Marion Bendinelli dans son étude monographique sur les 64 doléances de la ville de Dôle collectées entre le 20 décembre 2018 et le 4 février 2019, identifie une liberté d'écriture dans les contributions. À ses yeux, la forme variée des contributions, dont une majorité est manuscrite et signée, sans correction, ce qui tend à montrer « *que le segment rédigé ne jaillit pas sous le coup de l'impulsion et requiert au contraire un temps de maturation préalable* » (Bendinelli, 2023, p. 156). Le soin porté à la mise en forme de la doléance manuscrite dans les cahiers contraste avec l'observation faite par l'un des codeurs des réponses en ligne au questionnaire du Grand débat qui voit au contraire une « hystérisation de l'espace public » (Campion 2019, 19). M. Bendinelli voit donc dans la contribution, à rebours de la lecture de B. Latour, « *un acte énonciatif permettant de dire son être en tant que voix porteuse d'opinions* » (Bendinelli 2023, 164). Loin de n'être que l'expression individuelle, elle interprète la contribution aux cahiers comme une possibilité de montée en généralité : « *La contribution, acte par nature personnel et individuel, se fait voix, voire portevoix d'un collectif qui s'institue en interlocuteur du pouvoir politique et décisionnaire* » (Bendinelli 2023, 164). Si l'on suit cette interprétation, la participation à ces cahiers constituerait l'une des étapes qui permet l'énonciation d'une demande d'intérêt général à partir d'un geste individuel.

Cette interprétation est aussi celle que propose sa collègue Manon Pengam de l'Université de Cergy. Sur un corpus exhaustif des Cahiers de doléances de la Creuse, l'un des départements le moins peuplé de métropole, où se pose avec acuité la question de l'accès aux services public et aux mobilités notamment en raison de l'enclavement et du vieillissement, la sémiologue souligne le double mouvement de dépolitisation de la part de l'institution et de politisation par le public qui contribue. Partageant la lecture de la conception de la démocratie participative d'E. Macron proposée par G. Gourgues et A. Mazeaud (Gourgues et Mazeaud 2022), elle considère que l'usage des Cahiers ne peut se réduire à de la « participation d'élevage » (Gourgues 2023). Tout comme l'avaient observé M. Zancarini & G. Gourgues (Gourgues et Zancarini 2019) ou B. Sebbah et son équipe dans le cadre du

« Vrai Débat »¹⁰, les « Cahiers citoyens et d'expression libre » ont été producteurs d'identité collective, autrement dit de subjectivation par la formulation d'« *un nous de conscience sociale, identique à celui des Gilets jaunes, et un nous de communauté, propre au mode d'habiter des rédacteurs* » (Pengam 2024, 17). De surcroît, comme dans les Cahiers citoyens de Dôle, le registre argumentatif et sa formalisation tendent à indiquer un sentiment de compétence, lui permettant de conclure que « *loin donc d'être totalement rejetés, les cahiers du grand débat national ont été investis et (re)politisés par des citoyens qui ont affirmé leur « autonomie et leur rôle dans le rapport de force entre gouvernement et mouvement social* » - selon les termes de G. Gourgues (Gourgues 2023, 99).

Une participation aux Cahiers de doléances corrélée à la présence d'actions des Gilets jaunes sur le territoire (La Somme)

Ces résultats sont à mettre en regard de l'étude des Cahiers de doléances de la Somme par l'équipe pluridisciplinaire de sciences sociales et archivistique réunie autour d'Emilia Schijman et Simona Cerutti de l'EHESS. L'équipe a choisi une méthode qualitative pour appréhender le corpus de données. Leur enquête en cours sur le rapport des citoyennes et citoyens à l'autorité de l'État intègre les cent-soixante-deux cahiers, soit 978 contributions. Dans leur perspective, les cahiers « *dessinent une communauté d'ayants droit qui, on le verra, est sélective et propose ses propres hiérarchies et priorités* » (Baciocchi et al. 2024, 10). Les cahiers sont étudiés comme des actes d'écriture, dans un contexte donné, soulignant la dimension de subjectivation dans cette forme de participation. Parmi les résultats, l'équipe montre que 40 % des doléances ont été rédigées avant la reprise en main par les Préfectures, le 15 janvier 2019. Aussi, loin d'y voir un dispositif participatif, les autrices et auteurs envisagent ces cahiers comme un « *espace public de mobilisation relativement autonome entre, d'une part, les rassemblements de Gilets jaunes aux ronds-points des agglomérations et bretelles d'autoroute et, de l'autre, les réunions publiques locales à l'initiative des maires, adjoints et autres médiateurs locaux du grand débat national* » (Baciocchi et al. 2024, 22). En rapprochant la cartographie des mobilisations de Gilets jaunes et celle de la participation, on observe dans la Somme un effet positif sur la participation aux cahiers, ce qui n'est pas le cas sur la participation en ligne au Grand débat national. Sur le fond, le corpus atteste de deux registres d'expression, celui de la dénonciation des élites et celui des propositions, que l'on peut rapprocher des registres du rapport à la démocratie repérés dans le mouvement des Gilets jaunes (Bedock et al. 2022). Plus encore, l'enquête note un sentiment d'habilitation à intervenir dans le débat public qui se lit dans l'expression de la compétence ou de la légitimité à aborder un sujet sous l'angle de l'intérêt général, reliant l'individu à une communauté plus large.

¹⁰(Marchand et al. 2019): « Négociateurs du contrat social plutôt que témoins, victimes ou requérants charriant des doléances, nos résultats témoignent du fait qu'un rapport de force s'est cristallisé au fil des mois. Le dispositif du « Vrai débat » ne confère pas aux contributeurs un simple rôle de « consulté », mais un statut de négociateur légitime, fort d'une expertise citoyenne et d'une lutte de plusieurs mois. L'objectif n'est dès lors plus de formuler des doléances, mais les termes de la négociation à venir. Le Vrai débat vient leur donner l'occasion de reprendre les rênes de l'agenda politique en affichant leur statut d'acteur public souverain, de citoyen. À une conception de la participation citoyenne fondée sur « l'empowerment », les principes méritocratiques d'une responsabilité qui serait avant tout individuelle, viendrait s'opposer une vision de la participation citoyenne fondée sur les principes d'émancipation collective. » [Marchand et al., 2019, p. 9]

Un usage démocratique des Cahiers de doléances : la recherche participative et citoyenne en Gironde (2020-2022)

Les usages des Cahiers de doléances ne se limitent pas à l'ouverture et l'écriture mais aussi à leur consultation et leur utilisation dans d'autres espaces que celui de la recherche et des cabinets de conseil. Tout d'abord, il faut rappeler que l'instance qui devait initialement présider au Grand débat national, avait recommandé de veiller à la restitution des analyses de contenu. Négligée par l'exécutif, la restitution des Cahiers citoyens avait fait l'objet de propositions de la CNDP insistant sur les réunions avec le public (Commission nationale du débat public et Jouanno 2019, 21-27). L'absence de considération institutionnelle pour le contenu des Cahiers et pour sa restitution de la part de ceux qui les ont repris en main n'a pas empêché les citoyennes et citoyens de s'en emparer.

Le cas de l'étude menée en Gironde avec un groupe de citoyennes et citoyens, Magali Della Sudda et Nicolas Patin, révèle ainsi une dimension supplémentaire de la politisation. L'investissement de ces cahiers dans le cadre de recherches participatives telles que celle que j'ai initiée à la demande d'un groupe de Gilets jaunes girondins engagés sur le Référendum d'initiative citoyenne, On-the-Ric, a donné lieu aux premières analyses exhaustives des Cahiers de Gironde. L'expérience girondine a consisté à impliquer les personnes non seulement dans la transcription mais aussi dans la réflexion et le choix des méthodes. Le logiciel IraMuTeQ est apparu comme une possibilité accessible à l'équipe. L'aide de Nathan Gaborit, ingénieur d'étude dans l'ANR GILETSJAUNES a permis de résoudre les problèmes et de pouvoir confirmer les différentes classes de mots thématiques. À Bordeaux comme dans la Creuse, ces expériences participent d'une habilitation à porter un regard sur la parole citoyenne, reposant sur une acculturation à la méthode scientifique et sur la capacité d'analyse du matériau comme en témoigne l'écriture commune d'un article pour le *Monde Diplomatique*.

Au mois de mars 2022, une première restitution a lieu lors d'une rencontre des collectifs de Gilets jaunes de Gironde. Elle est l'occasion de présenter la méthode et les résultats et d'ouvrir un échange avec les 80 personnes de l'assemblée. Lors d'un colloque de restitution co-organisé par des universitaires, des associations et des Gilets jaunes, avec le soutien des Archives départementales et du Musée d'Aquitaine, cette dynamique s'est élargie en novembre 2022 (Della Sudda, Robin, et Lefèvre 2023). La rencontre de la sémiologue Manon Pengam, exposant ses difficultés à transcrire seule les doléances, et Magali Della Sudda, ont ouvert des perspectives de recherche impliquant les citoyennes et citoyens. Ainsi, c'est avec des volontaires de la Creuse que Manon Pengam a collecté et transcrit l'ensemble de son corpus (Perrot 2022). Dans son documentaire, Hélène Desplanques interroge ces personnes qui témoignent de leur réflexion sur les paroles des Cahiers (Desplanques 2024). (Collectif de recherche citoyenne sur les doléances et al. 2022).

Les premiers résultats des analyses de contenus

L'analyse des Cahiers de la Gironde a porté sur 1996 doléances, contenues dans les 218 cahiers ouverts à la consultation sans dérogation. La très grande majorité des contributions est signée (1226). Quand le sexe est connu les hommes sont plus nombreux (468 hommes pour 363 femmes soit 22% et 17%). Les femmes expriment leur point de vue à partir de leur expérience ; les hommes expriment leur opinion.

Seules 160 personnes, soit 8% des doléances mentionnent une profession ou un statut socio-professionnel. Ce chiffre n'est donc pas représentatif. Parmi elles, 120 personnes indiquent être retraitées et 10 appartiennent à la catégorie des cadres (dont 7 professeurs).

Notre hypothèse est que le dispositif participatif des Cahiers de doléances et cahiers citoyens conforte les analyses des dispositifs participatifs. Le statut socio-économique détermine la participation et les publics favorisés sont ceux qui participent le plus.

Néanmoins, comme l'ont aussi souligné les recherches dans la Somme, la participation aux Cahiers de doléances antérieurs au Grand débat est nettement plus ouverte. Sur les 8 personnes appartenant à la catégorie des ouvrières et ouvriers, trois écrivent à Libourne. Nous faisons l'hypothèse que les cahiers des Gilets jaunes ont favorisé la prise de parole de personnes moins enclines à prendre part à ces dispositifs participatifs. En ce sens, les cahiers nés dans le mouvement social peuvent être envisagés comme un moyen de remailler la trame interrompue du dialogue entre les représentants/élu.e.s et les citoyennes et citoyens.

Sur les usages de ces « cahiers », nous avons noté une variété de rapport à l'écriture. Les textes sont majoritairement manuscrits quand le cahier est ouvert en mairie. Mais on trouve également des tapuscrits, souvent enrichis d'annexes et de documents.

On décèle des stratégies de visibilité de certaines associations : 1) Urgence pour la France, dont le but nous est encore inconnu, 2) L'Association pour le droit à mourir dans la dignité, qui entend influencer sur les révisions des lois de bioéthique alors en cours, 3) le Collectif Petits Patrons et Artisans, qui est représenté également dans l'Orne de manière significative. Ces feuilles volantes imprimées et collées témoignent de la manière dont les dispositifs participatifs sont saisis par les groupes d'intérêt pour faire avancer leur cause. On note que l'ADMD se manifeste par le biais de contributions individuelles, souvent manuscrites, sur le registre du témoignage ou de l'expression de la volonté, tandis que les deux autres organisations privilégient l'anonymat et la standardisation.

On remarque aussi que si la plupart n'apporte qu'une contribution, définitive, un individu peut faire plusieurs contributions. C'est le cas de cet homme d'une commune viticole proche de Bordeaux, qui dépose plusieurs contributions sur des thèmes spécifiques – immigration, Europe.

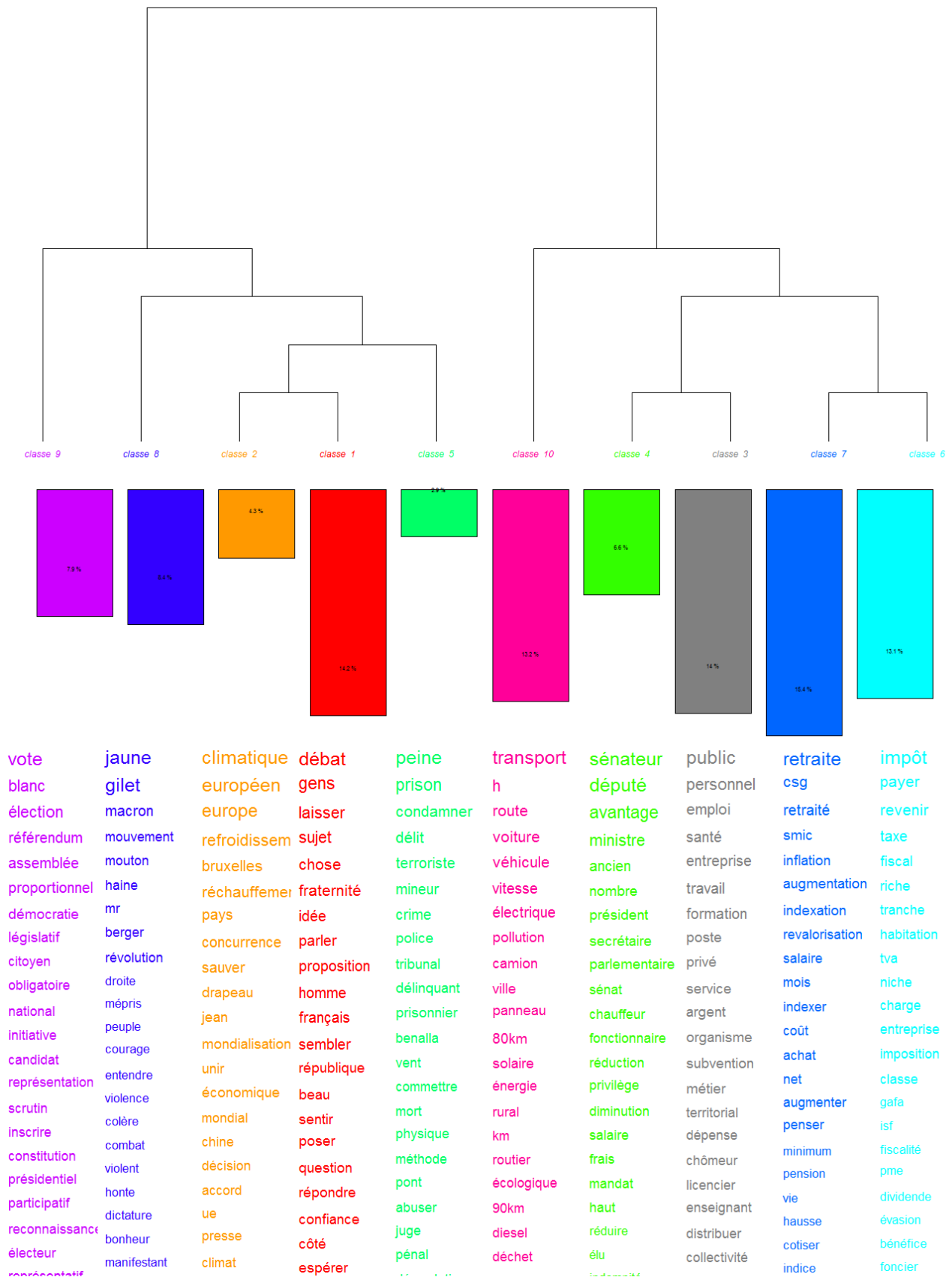
L'analyse lexicométrique du corpus à l'aide du logiciel IrMuTeQ fait ressortir des thèmes qui caractérisent l'ensemble du corpus.

Nous avons déterminé un dictionnaire de termes, puis identifié 10 classes et le logiciel a situé les « lemmes » (racines de mots) par une méthode de classification descendante (Reinert) en fonction de leur position. Il en ressort la répartition suivante par ordre d'importance :

- Pouvoir vivre 15,4% (classe 7)
- Participation citoyenne 14,2% (classe 1)
- Service public 14%
- Transport 13,2%
- Fiscalité 13,1%
- Gilets jaunes 8,4%
- Démocratie et institutions 7,9%
- Représentation politique 6,6%
- Souveraineté 4,3%
- Sécurité 2,9%

Si on regroupe les classes par grandes thématiques, on constate que la justice sociale (Pouvoir vivre, Service public, Fiscalité) recouvre 42,5 % du corpus. La démocratie représente 28,7 % du corpus. Si on y ajoute la classe des Gilets jaunes, on constate que la question de la participation démocratique et des institutions recouvre 37,1 % du corpus. Les transports et l'environnement constituent une classe à part avec 13,2 %.

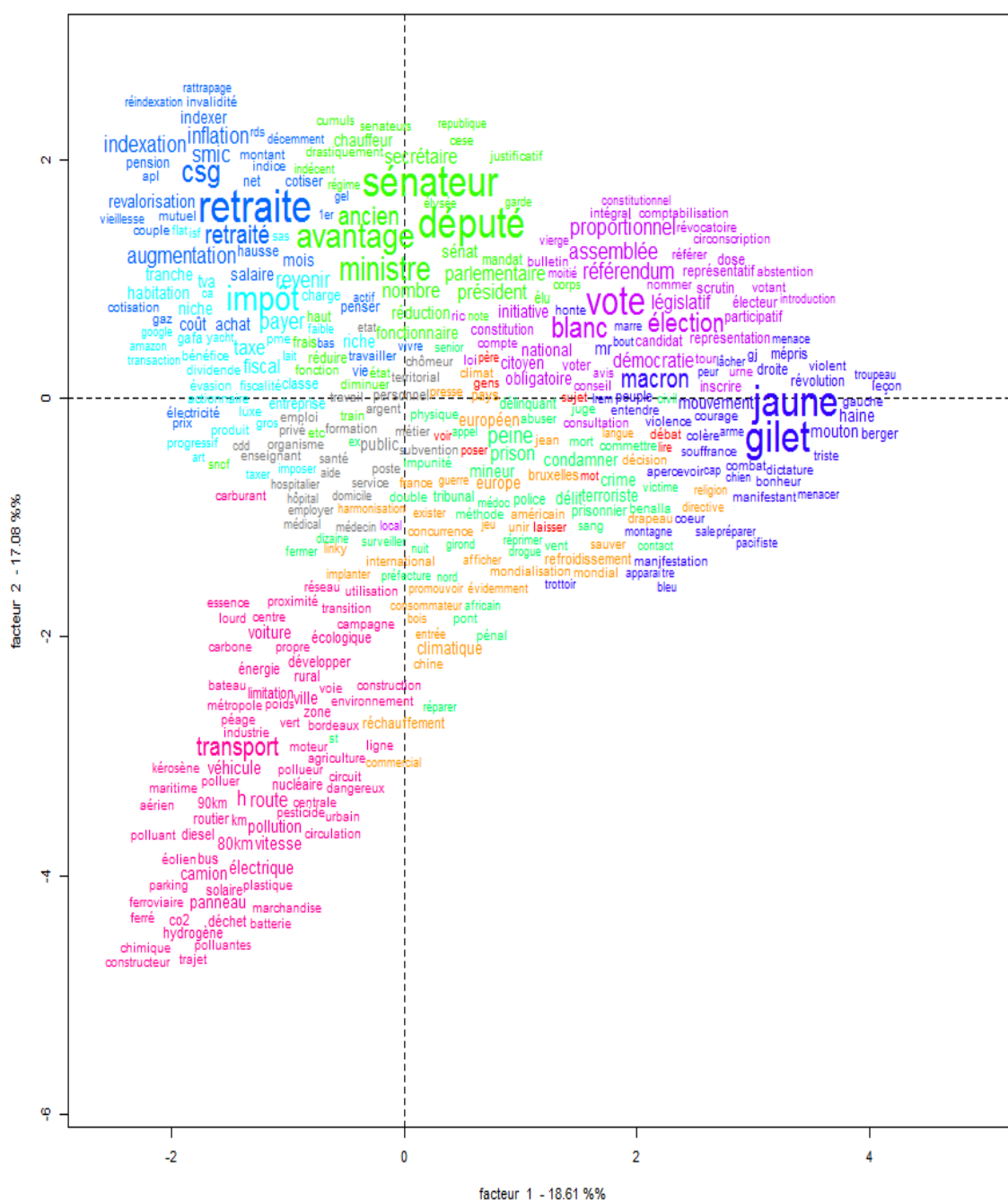
Figure 2 : Les classes du corpus des doléances



Ces différents éléments permettent de saisir l'importance des thèmes de préoccupation. On peut également les situer les uns par rapport aux autres dans une analyse factorielle des correspondances à l'aide du logiciel IraMuTeQ.

La représentation graphique de l'analyse factorielle des correspondances permet de situer les classes les uns par rapport aux autres. L'axe des abscisses permet de situer les thèmes en fonction de leur caractère social ou politique. L'axe des ordonnées indique le degré d'institutionnalisation allant de la représentation politique nationale en haut aux territoires et préoccupations locales en bas.

Figure 3 : Analyse des correspondances factorielles des doléances girondines (n=1996)



La classe 1 (14,2%), celle de la participation citoyenne et du Grand débat national, où on évoque les conditions et les attentes à l'égard de la consultation, se situe à cheval sur la citoyenneté politique, les institutions et les territoires. Elle n'est pas isolable. Elle se superpose à celle de la souveraineté.

Le cadran supérieur de droite est celui de la citoyenneté politique. On y trouve tous les degrés de la participation politique : proche des ordonnées, il s'agit des élus et de la représentation, avec une attente de contrôle et d'exemplarité. Cela confirme les enquêtes menées par ailleurs sur la représentation. Ensuite, on distingue la classe des institutions et de la démocratie (7,9 %) qui renvoie à l'amélioration de la participation et de l'écoute. Enfin, la classe des Gilets jaunes (8,4%) recouvre les mots qui traitent des Gilets jaunes ou de leurs revendications.

Les transports et l'écologie constituent un thème homogène et moins connecté qui se situe à l'opposé, dans le cadran inférieur de gauche. Dans le cadran inférieur droit, on constate une forte interpénétration des termes et thèmes minoritaires souverainistes et sécuritaire.

Le cadran supérieur gauche est celui de la citoyenneté sociale (Marshall 1992, 8). C'est l'ensemble des droits sociaux qui permettent à une personne de satisfaire leurs besoins primaires et de vivre selon les standards de la société. Ils sont déployés à une échelle nationale avec la création de la Sécurité sociale en 1945. A proximité de l'axe des abscisses se trouve la fiscalité (classe 6, 13,1 %), qui est le moyen par lequel le contrat social détermine la contribution et la redistribution. Au-dessus se trouvent les doléances relatives aux droits sociaux – retraites, CSG – mais aussi aux salaires dont l'État régule l'augmentation (SMIC) (classe 7, 15,4%) : c'est le **pouvoir vivre** que garantissent ces droits sociaux. Faisant le lien entre la fiscalité et la souveraineté, les **services publics** sont évoqués dans la classe 3 (14%). Ce positionnement au croisement de l'axe des ordonnées et des abscisses, permet de comprendre leur importance dans le contrat social et le fait qu'ils sont le support concret de la citoyenneté sociale et politique.

Conclusion

Les deux recherches en cours sur le mouvement des Gilets jaunes et sur les Cahiers de doléances ont fait l'objet de publications de résultats préliminaires¹¹.

Dans les deux cas, on note que les revendications ou les doléances s'ordonnent autour de deux axes principaux : la justice sociale et la démocratie. Secondairement, la question environnementale – au sens large et associé aux mobilités – est abordée. Ces trois domaines sont ceux de compétence et d'expertise du Conseil économique, social et environnemental régional.

Les dispositifs participatifs institutionnels (Grand débat, Convention citoyenne) n'ont pas permis de combler les attentes laissées sans réponse à un échelon national.

En revanche, des inflexions dans les politiques publiques locales ont été apportées à ces doléances. En particulier, la démarche du Conseil départemental de la Gironde, qui a proposé un financement de thèse accueillie aux Archives départementales et a permis de développer des initiatives d'amélioration de la participation démocratique (RIC d'interpellation), en travaillant avec la société civile.

À la suite de cette démarche unique, d'autres collectivités néo-aquitaine (Conseils départemental de la Haute-Vienne, Conseil départemental des Landes) ou occitane (Conseil départemental du Lot) ont sollicité le Centre Émile Durkheim pour financer ou valoriser la recherche sur les cahiers de doléances.

¹¹ <https://anr.hal.science/search/index?q=GILETSJAUNES>

Bibliographie

- Amnesty Internationale. 2018. « Gilets jaunes : usage excessif de la force par la police ». <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/usage-excessif-de-la-force-lors-des-manifestations>.
- AMRF, et Association des maires ruraux de France. 2019. « Doléances et propositions collectées par Les maires ruraux de France « La parole aux citoyens » Les maires ont la clé ». Paris: Association des maires ruraux de France.
- Aron, Matthieu, et Caroline Michel-Aguirre. 2023. *Les infiltrés*. Paris, France: Points.
- Association des maires d'Île de France et Palabreo. 2019. « Rapport d'analyse des cahiers de doléances d'Île-de-France ». Paris: AMIF-Association des Maires d'île-de-France. https://www.adcf.org/files/THEME-Insitutions-et-pouvoirs-locaux/synthesedescahiersdedoleances_AMIF_fevrier2019.pdf.
- Association des maires ruraux de France, et Cédric Szabo. 2018. « Communiqué de presse - Action « Mairie ouverte » du samedi 8 au samedi 15 décembre [2018] ». AMRF. https://web.archive.org/web/20200718085844/https://www.amrf.fr/wp-content/uploads/sites/46/2018/12/181207-Action_Mairie_ouverte.pdf.
- Baciocchi, Stéphane, Romain Benoit-Lévy, Simon Castanié, Simona Cerutti, Pierre-Louis Sanchez, et Emilia Schijman. 2024. « Déchiffrer les cahiers de doléances : source, contextes et propositions d'économie politique (département de la Somme, 2018-2019) ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 79 (1): 7-56.
- Bedock, Camille, Stéphanie Abrial, Chloé Alexandre, Frédéric Gonthier, et Tristan Guerra. 2022. « Control or Participate? The Yellow Vests' Democratic Aspirations through Mixed Methods Analysis ». *French Politics* 3-4 (20): 479-503. <https://doi.org/10.1057/s41253-022-00185-x>.
- Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. 2019. « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? » *Politix* 128 (4): 143-77.
- Bendali, Zakaria, et Aldo Rubert. 2020. « Les sciences sociales en gilet jaune ». *Politix* 132 (4): 177-215.
- Bendinelli, Marion. 2023. « Sens et matérialités d'un cahier citoyen : le cas de la ville de Dole (Jura) ». *Mots. Les langages du politique*, n° 131 (mai), 145-69. <https://doi.org/10.4000/mots.31009>.
- Burstin, Haïm. 2010. « La biographie en mode mineur : les acteurs de Varennes, ou le "protagonisme" révolutionnaire ». *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 57-1 (1): 7-24. <https://doi.org/10.3917/rhmc.571.0007>.
- Buton, François, Emmanuelle Reungoat, et Cecile Jouhanneau. 2021. « L'entrée en politique de citoyens ordinaires. Portraits de Gilets jaunes en protagonistes ». Communication présenté à 8e Congrès ABSP – 9e Congrès CoSPoF, en ligne, avril 9. <https://abspcongres.wpcomstaging.com/nos-33-sections-thematiques/st13-resistance-des-gilets-jaunes-quels-rapports-au-politique-dans-le-systeme-monde-contemporain-resistance-of-the-yellow-vests-movement-what-relationship-to-politics-in-the-conte/>.
- Campion, Baptiste. 2019. « Plongée dans les doléances du grand débat national français ». *La Revue Nouvelle* 3 (3): 14-22.
- Chabin, Marie-Anne. 2024. « Mise en ligne des cahiers de doléances 2019 : pourquoi et comment ? » Médiation scientifique. *Le blog de Marie-Anne Chabin* (blog). 5 février 2024. <https://www.marieannechabin.fr/2024/02/mise-en-ligne-des-cahiers-de-doleances-2019-pourquoi-et-comment/>.
- Chabin, Marie-Anne, et Édouard Vasseur. 2021. « Exploitation des contenus versus analyse des documents : exemple des cahiers citoyens 2019 ». *La Gazette des archives* 262 (2): 103-15. <https://doi.org/10.3406/gazar.2021.6050>.
- Chiron, Pierre. 2021. « Des ronds-points et manifestations au potager : un exemple d'écologisme populaire chez les Gilets jaunes ? » *Écologie & politique* 62 (1): 97-110.

- Codaccioni, Vanessa. 2024. « Garder à vue les Gilets jaunes ». In *Les gilets jaunes: une révolte inclassable*, édité par Quentin Ravelli, Johanna Siméant-Germanos, Loïc Bonin, et Pauline Liochon, 145-58. Sciences sociales. Paris: Rue d'Ulm.
- Cognito, Bluenove, et Roland Berger. 2019. « Analyse des contributions libres : cahiers citoyens, courriers et emails, comptes-rendus des réunions d'initiative locale ». Rapport final. Paris: Grand débat national. <https://granddebat.fr/media/default/0001/01/e5d08f013099aaa17981cb61e508c8b299461683.pdf>.
- Collectif de recherche citoyenne sur les doléances, Magali Della Sudda, Danielle Lefebvre, Gilbert Lefebvre, Nathan Gaborit, Stéphane Mestre, Nicolas Patin, et Marcel Guilhembet. 2022. « Les cahiers de la colère : une trace dans le sillage des Gilets jaunes ». *Le Monde diplomatique*, juin, 20.
- Commission nationale du débat public, et Chantal Jouanno. 2019. « Rapport de mission de conseil et d'accompagnement pour le grand débat national ». Institution. Paris: Commission nationale du débat public. <https://www.debatpublic.fr/le-grand-debat-national-1123>.
- Della Sudda, Magali. 2022. « Enquête sur les doléances girondines ». Billet. *Collectif Jaune Vif* (blog). 27 mars 2022. <https://giletsjaunes.hypotheses.org/480>.
- Della Sudda, Magali, Pierre Robin, et Jean-Pierre Lefèvre, éd. 2023. *De la valse des ronds points aux cahiers de la colère*. Bordeaux: Rébellio éditions.
- Dondeyne, Christèle, et Alix Levain. 2021. « La place est-elle prise ? » *Ecologie politique* 1 (62): 67-82.
- Doury, Marianne. 2019. « Annexe - Première analyse argumentative des contributions individuelles « Gilets Jaunes » ». Institution Rapport de mission de conseil et d'accompagnement pour le grand débat national. Paris: Commission nationale du débat public. <https://www.debatpublic.fr/le-grand-debat-national-1123>.
- Fillieule, Olivier, et Fabien Jobard. 2020. *Politiques du désordre: la police des manifestations en France*. Paris: Éditions du Seuil.
- Flipo, Fabrice. 2021. « Gilets Jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? » *Ecologie & politique : Science cultures sociétés* 1 (62).
- Gautier, Merlin. 2023. « “La planète bleue a besoin de Jaune pour rester verte” Gilets jaunes en Loire Atlantique: écologies d'un mouvement populaire ». Mémoire de Master 2, Paris: Ecole des hautes études en sciences sociales.
- Gourgues, Guillaume. 2023. « Les Gilets jaunes contre la participation d'élevage: quelques enseignements du Vrai débat ». In *De la valse des ronds points aux cahiers de la colère*, édité par Magali Della Sudda, Pierre Robin, et Jean-Pierre Lefèvre. Bordeaux: Rebellio éditions.
- Gourgues, Guillaume, et Alice Mazeaud. 2022. « La démocratie participative selon Emmanuel Macron : la participation citoyenne au service de la monarchie républicaine ». In *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, édité par Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet, Julien Fretel, et Rémi Lefebvre, 53-66. Libres cours Politique. Fontaine: Presses universitaires de Grenoble. <https://doi.org/10.3917/pug.dolez.2022.01.0053>.
- Gourgues, Guillaume, et Jean-Claude Zancarini. 2019. « Gilets jaunes : Eléments de synthèse réalisés par le groupe de travail Gilets jaunes de Triangle (du 8 au 18 mars 2019) ». Lyon: Triangle - UMR5216. <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article8544>.
- Jeanpierre, Laurent. 2019. In *Girum: les leçons politiques des ronds-points*. Paris, France: la Découverte.
- Johsua, Florence. 2024. « Le traitement judiciaire du mouvement des Gilets jaunes ». In *Les gilets jaunes: une révolte inclassable*, édité par Quentin Ravelli, Johanna Siméant-Germanos, Loïc Bonin, et Pauline Liochon, 159-67. Sciences sociales. Paris: Rue d'Ulm.
- Latour, Bruno. 2019. « Les nouveaux cahiers de doléances ». *Esprit*, n° 3 (mars), 103-13.
- Levain, Alix, Simon Persico, et Magali Della Sudda. 2023. « Les Gilets jaunes, anti-écologistes ? » Note de recherche. Paris: Fondation de l'écologie politique. <https://doi.org/10/document>.

- Marchand, Pascal, Brigitte Sebbah, Julie Renard, Guillaume Cabanac, Laurent Thiong-Kay, Natacha Souillard, et Lucie Loubère. 2019. « “ Vrai débat ” : sortir du débat pour négocier ». Research Report. Université de Toulouse. <https://hal.science/hal-02976611>.
- Mission permanente de la France, Gouvernement français, Conseil des droits de l’Homme, et ONU. 2019. « Réponse de la France à des procédures spéciales du Coseil des droits de l’Homme relative à l’usage possiblement disproportionné d’armes non meurtrières par les forces de l’ordre lors des manifestations des “gilets jaunes”. » CG/ta/2019-0225351. Genève: Mission permanente de la France auprès de l’ONU. https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=18848.
- Noguera, Samuel. 2022. « Les cahiers de doléances et d’expression libre : attentes et perceptions des habitants des territoires girondins pendant le mouvement des Gilets jaunes et le Grand débat national ». These en préparation, Bordeaux. <https://www.theses.fr/s354857>.
- Pengam, Manon. 2024. « Les cahiers citoyens du grand débat national (2019) : d’un geste présidentiel dépolitisant à une (re)politisation citoyenne ». *Mots. Les langages du politique* 134 (1): 119-36.
- Perrot, Catherine. 2022. « Société - Qui veut participer à la retranscription des cahiers de doléances creusois ? » www.lamontagne.fr, 30 novembre 2022, sect. Société. https://www.lamontagne.fr/gueret-23000/actualites/qui-veut-participer-a-la-retranscription-des-cahiers-de-doleances-creusois_14224727/.
- Ploux, Sabine, Michael Genay, et Leu Ploux-Chillès. 2021. « Les mots du Grand Débat national : les réseaux lexicaux des contributions déposées sur trois plateformes ». *Humanités numériques*, n° 4 (décembre). <https://doi.org/10.4000/revuehn.2655>.
- Ploux, Sabine, Marjolaine Ray, Catherine Dominguès, Carmen Brando, Kalou Nadeau, et Mathilde Monnier-Garcia. 2023. « Le projet Analyse géo-sémantique des Cahiers citoyens ». Présentation présenté à Réunion de travail autour des Cahiers de doléances et cahiers citoyens, Paris, avril 12.
- Ravelli, Quentin, Johanna Siméant-Germanos, Loïc Bonin, et Pauline Liochon, éd. 2024. *Les gilets jaunes: une révolte inclassable*. Sciences sociales. Paris: Rue d’Ulm.
- Victor, Vincent. 2022. « Rapport d’enquête de l’observatoire des street-medics sur les victimes de violences prises en charge par les secours inofficiels duranr les manifestations Gilets jaunes et retraites en France ». 2019-2020. en-ligne: Observatoire des Street-medics et Secouristes volontaires.

Annexes

Questionnaire passé sur les lieux d'action des Gilets jaunes (24/11/2018-23/03/2019)



T. Schnatterer, Chargée de recherche CNRS
M. Della Sudda, Chargée de recherche CNRS
Enquête Gilets Jaunes – Centre Émile Durkheim – 11 allée Ausone 33607 PESSAC Cedex

C. Bedock, Chargée de recherche CNRS
A. de Raymond, Chargé de recherche INRA

Contact : ✉ t.schnatterer@sciencespobordeaux.fr ☎ 05 56 84 43 16



Questionnaire Gilets jaunes

1. Avez-vous déjà participé à d'autres actions des gilets jaunes en dehors d'aujourd'hui ? Oui Non
2. En dehors du mouvement des gilets jaunes, avez-vous déjà participé à une manifestation ?
Oui Non

Si oui, quand et pour quelles raisons ?

.....
.....
.....

3. Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ?

.....
.....
.....
.....

4. Quelles mesures le gouvernement devrait prendre pour que vous trouviez que le mouvement est un succès ?

.....
.....
.....
.....

5. Certaines personnes défendent la hausse des taxes sur les carburants pour des raisons écologiques. Que leur répondez-vous?

.....
.....
.....

6. Comment avez-vous entendu parler du blocage auquel vous participez/avez participé ?

- Par la presse papier. Titre :
- Par un site internet. Nom :
- Par les réseaux sociaux Facebook Twitter Whatsapp
- Par des amis.
- Par la famille.
- Par mes voisins.
- Par une association
- Sur mon lieu de travail.
- Sur mon lieu d'études.
- Autre :

7. Êtes-vous venu seul en famille en groupe en couple avec des amis

8. Pour revenir sur vos motivations, est-ce que vous vous êtes mobilisés pour protester ? (plusieurs mentions possibles)

- Contre l'augmentation des taxes sur le carburant.
 - Pour le pouvoir d'achat.
 - Contre une politique favorable aux riches.
 - Contre le gouvernement.
 - Autre. Merci de préciser :
-

9. Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions ou leurs revendications. Pouvez-vous me dire, pour chacun d'entre eux, si dans certaines circonstances vous avez déjà ou vous seriez prêt à :

	Avez-vous déjà :	Seriez-vous prêt à :
Refuser de payer les impôts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Participer à des manifestations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Participer à un blocage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Peindre des slogans sur les murs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Coller des autocollants/affiches	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Occuper un bâtiment administratif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Provoquer des dégâts matériels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Faire grève	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Signer une pétition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Boycotter les grandes surfaces	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consommer autrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porter un gilet jaune au quotidien	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Manifester à Paris	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Opération péage gratuit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Voter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10. Les syndicats ont-ils leur place dans le mouvement ? Oui Non

Si oui, lesquels ?.....

11. Les partis ont-ils leur place dans le mouvement ? Oui Non

Si oui, lesquels ?.....

12. Avez-vous déjà appartenu à un parti un syndicat une association

13. Sur une échelle de 1 à 7 vous vous définissez plutôt à :

Gauche 1 2 3 4 5 6 7 Droite

Ne souhaite pas répondre

Ni droite, ni gauche

Vous sentez-vous proche d'un parti ou d'une personnalité politique ? ? Oui Non

Commentaire

14. Des communicants ont été désignés pour porter le message des gilets jaunes avec une liste de revendications. Qu'en pensez-vous ?

.....

Autres remarques :

Accepteriez-vous d'être contacté pour un entretien ? Oui Non.

Souhaitez-vous avoir un compte-rendu de cette enquête ? Oui Non.

Coordonnées :

H F Age : Profession :.....

Catégorie socio-professionnelle : Agriculteur Artisan, commerçant, chef d'entreprise Employé

Ouvrier Profession intermédiaire Cadre et profession intellectuelle supérieure Inactif

Êtes-vous : En CDI En CDD Indépendant Au chômage (Si oui) Depuis combien de mois ? :

Possédez-vous une voiture ? Oui Non

Comment vous rendez-vous au travail ? Voiture Deux-roues Transports publics à vélo à pied

Commune et Code Postal résidence

Commune et Code Postal travail/autre

Plus haut diplôme obtenu : Aucun Certificat d'études primaires / Brevet des collèges CAP/BEP

Baccalauréat Bac +2/Bac +3 Bac +2/Bac +4 ou plus

Situation familiale : Célibataire Couple sans enfants Couple avec enfants Famille monoparentale

Etes-vous soumis à l'impôt sur le revenu ? Oui Non

Revenu mensuel approximatif de votre foyer :

Questionnaire passé par le groupe de géographes et sociologues de Caen (Novembre-Décembre 2018) (n=192)

Profil des manifestant-e-s du mouvement des gilets jaunes

<p>1. Enquêté : <input type="radio"/> Homme <input type="radio"/> Femme</p>	<p>17. Quel est le montant de son salaire ? <input type="text"/></p>
<p>2. Age <input type="text"/></p>	<p>18. Dans quelle commune travaille t-il/elle ? <input type="text"/></p>
<p>3. Depuis quel jour êtes-vous dans le mouvement ? <input type="text"/></p>	<p>19. Combien de kilomètres faites-vous avec votre voiture par semaine ? <input type="text"/></p>
<p>4. Temps de mobilisation par semaine <input type="checkbox"/> Tous les jours <input type="checkbox"/> Le week-end <input type="checkbox"/> En semaine <input type="checkbox"/> En soirée <input type="checkbox"/> En matinée <input type="checkbox"/> En après-midi <input type="checkbox"/> Toute la journée</p>	<p>20. Combien de voitures avez-vous au sein de votre foyer ? <input type="text"/></p>
<p>5. Où vous êtes-vous mobilisé ? <input type="checkbox"/> Rond-point Nom : _____ <input type="checkbox"/> Centres commerciaux Nom : _____ <input type="checkbox"/> Station Essence Nom : _____ <input type="checkbox"/> Autres : _____</p>	<p>21. Utilisez-vous d'autres moyens de transport ? <input type="text"/></p>
<p>6. Avec qui êtes-vous venus aujourd'hui ? <input type="text"/></p>	<p>22. Pouvez-vous évaluer l'offre de transport public pour vos déplacements ? <input type="radio"/> Inexistante <input type="radio"/> Insuffisante <input type="radio"/> Suffisante <input type="radio"/> Sans opinion</p>
<p>7. Par quels moyens avez-vous eu l'information de ce point de rassemblement ? <input type="checkbox"/> Par facebook, tweeter, whatsapp ou un autre réseau social <input type="checkbox"/> Par les médias télévisés/les journaux <input type="checkbox"/> Par mon organisation syndicale <input type="checkbox"/> Par mon organisation politique <input type="checkbox"/> Par le bouche à oreilles <input type="checkbox"/> Autres (précisez : _____)</p>	<p>23. Combien avez-vous d'enfants ? et quels âges ont-ils ? <input type="text"/></p>
<p>8. Dans quelle commune habitez-vous ? <input type="text"/></p>	<p>24. Êtes-vous actuellement ? <input type="radio"/> Locataire du parc social (HLM) <input type="radio"/> Locataire du parc privé <input type="radio"/> Propriétaire avec un prêt en cours <input type="radio"/> Propriétaire d'un logement payé</p>
<p>9. Quelle est votre profession ? <input type="text"/></p>	<p>25. En quelle année avez-vous contracté le prêt ? <input type="text"/></p>
<p>10. Vous êtes : <input type="checkbox"/> Intérimaire <input type="checkbox"/> A temps complet <input type="checkbox"/> A temps partiel <input type="checkbox"/> En CDD <input type="checkbox"/> En CDI</p>	<p>26. Combien de temps vous reste-il à payer ? <input type="text"/></p>
<p>11. Quel est votre statut ? <input type="radio"/> Indépendant-e <input type="radio"/> Salarié-e du privé <input type="radio"/> Salarié-e du public</p>	<p>27. Pourquoi êtes-vous ici aujourd'hui ? <input type="text"/></p>
<p>12. Quel est le montant de votre salaire ? <input type="text"/></p>	<p>28. Pour qui avez-vous voté au premier tour des élections présidentielles de 2017 ? <input type="radio"/> Dupont-Aignan <input type="radio"/> Le Pen <input type="radio"/> Macron <input type="radio"/> Hamon <input type="radio"/> Arthaud <input type="radio"/> Poutou <input type="radio"/> Cheminade <input type="radio"/> Lassalle <input type="radio"/> Mélenchon <input type="radio"/> Asselineau <input type="radio"/> Fillon <input type="radio"/> Je ne suis pas allé voté <input type="radio"/> Blanc <input type="radio"/> "pas pour macron"</p>
<p>13. Dans quelle commune travaillez-vous ? <input type="text"/></p>	<p>29. Pour qui avez-vous voté au second tour des élections présidentielles de 2017 ? <input type="radio"/> Macron <input type="radio"/> Le Pen <input type="radio"/> Je ne suis pas allé-e voté <input type="radio"/> Blanc <input type="radio"/> "pas pour Macron"</p>
<p>14. Quelle est la profession de votre conjoint/conjointe ? <input type="text"/></p>	<p>30. Contact pour un entretien ? <input type="text"/></p>
<p>15. Quel est son statut ? <input type="radio"/> Indépendant-e <input type="radio"/> Salarié-e du privé <input type="radio"/> Salarié-e du public</p>	
<p>16. Elle/Il est : <input type="checkbox"/> Intérimaire <input type="checkbox"/> En CDD <input type="checkbox"/> En CDI <input type="checkbox"/> A temps complet <input type="checkbox"/> A temps partiel</p>	

Les doléances du rond-point de Sainte Eulalie (Novembre 2018)

**Chaque être humain a des besoins primaires à assouvir pour pouvoir vivre dignement :
se nourrir, respirer se chauffer, se loger, s'habiller**

Nous demandons à notre président d'assurer **Son Devoir** qui est de **protéger** l'intégralité des citoyens.

Nous les gilets jaunes de Ste Eulalie demandons

Que la transition écologique soit repenser de manière juste

En faisant baisser les taxes sur toutes les énergies nécessaires à notre vie : eau, gaz, électricité et carburants

En Appliquant la taxe carbone sur les grandes entreprises et les produits importés par fret maritime ou aériens : les pollueurs doivent être payeurs

Que la fiscalité actuelle soit remise à plat

En Réinstaurant l'ISF afin de baisser la CSG des travailleurs et retirer totalement la CSG des retraités

Nous demandons à l'Etat de faire sa déclaration fiscale annuelle aux citoyens de manière transparente.

Que le travail soit revalorisé car la compétence humaine est la seule qui se valorise jour après jour.

Que le plan santé soit amélioré en redonnant du temps à la santé et cesser sa mécanisation inhumaine.

Nous demandons une réforme et un dégraissage des grandes administrations et une transparence de l'utilisation budgétaire.

Nous voulons aujourd'hui une 1ère DEMOCRATIE qui nous permettrait de retrouver la liberté , l'égalité et notre fraternité.

Avec une reconnaissance du vote blanc et l'instauration d'une démocratie participative pour les grandes décisions

Aujourd'hui nous les gilets jaunes nous porterons ce projet dans la durée et maintenant votre responsabilité c'est de nous entendre et d'y répondre par des actes.

Président Macron, en Mai 2019, aux prochaines élections européennes ou législatives on ne t'oubliera pas

Les gilets jaunes en marche

